

**Note CIRANO d'après le livre PERCEPTION DES RISQUES AU QUÉBEC – BAROMÈTRE CIRANO 2017
par Nathalie de Marcellis-Warin et Ingrid Peignier, février 2017**

Les résultats de l'enquête Baromètre CIRANO 2017 effectuée auprès d'un échantillon de 1008 répondants représentatif de la population du Québec sur leur perception à l'égard de différents enjeux de société montrent le souhait de la population que l'on prenne davantage en compte ses opinions et que l'on augmente sa participation non seulement à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques publiques au Québec mais aussi à la prise de décision à propos d'enjeux ou de projets publics ou privés comportant des risques ou des nuisances.

L'analyse des données de cette enquête, couplées à celles des éditions du Baromètre des années précédentes (2011 et 2013), permet de mieux connaître les préoccupations et la perception des risques des Québécois ainsi que leur évolution au cours des cinq dernières années. En outre, pour chaque répondant, une dizaine de données sociodémographiques (âge, sexe, langue, scolarité, revenu, région d'habitation, etc.) ont été renseignées, ce qui fait du Baromètre un outil unique pour identifier les déterminants de l'acceptabilité sociale de 44 enjeux classés en sept grandes catégories d'enjeux de société pour le Québec : les enjeux de santé, les enjeux environnementaux, les enjeux socio-économiques, les enjeux industriels, les enjeux des innovations technologiques, les enjeux des infrastructures et des projets publics et les enjeux de sécurité.

Les risques liés au système de santé sont la première source de préoccupations des Québécois tant au niveau personnel que collectif. Que ce soit en 2011, en 2013 ou en 2016, les catégories de risques les plus préoccupantes au niveau personnel sont exactement les mêmes : 1) les risques liés au système de santé, 2) les risques économiques et financiers et 3) les risques environnementaux et les risques liés aux ressources énergétiques.

Les trois enjeux perçus comme les plus risqués sont l'accessibilité aux soins, que l'on parle d'engorgement des urgences dans les hôpitaux (77 % des Québécois perçoivent un risque grand ou très grand) ou de la difficulté d'accéder aux services de santé (70 %), et la corruption (73 %). L'engorgement des urgences fait d'ailleurs partie du *Top 3* des projets/enjeux perçus comme les plus à risque par les Québécois depuis 2011. Bien que la corruption demeure dans le *Top 3* depuis 2013, la proportion des Québécois percevant un risque grand ou très grand pour la corruption a diminué, passant de 82 % en 2013 à 73 % en 2016 (en 2011, cet enjeu n'était pas à l'étude). Par contre, bien que le risque de séisme soit bien réel au Québec, seulement 8 % des Québécois perçoivent un risque grand ou très grand pour les tremblements de terre, ce qui le classe dernier en termes de risque perçu parmi les 44 enjeux à l'étude. En sous-estimant le risque, les Québécois voient moins le besoin d'être bien préparés et sont donc plus vulnérables.

En ce qui concerne les enjeux des infrastructures, les auteurs notent que le niveau de risque perçu a diminué au cours des cinq dernières années, et le niveau de confiance dans le gouvernement s'est nettement amélioré.

Fait très intéressant à mettre en évidence, pour certains projets/enjeux, plus de 10 % de la population a répondu ne pas connaître le niveau de risque. Il s'agit des projets suivants : l'utilisation des nanotechnologies (25 % affirment ne pas avoir d'opinion sur leur niveau de confiance dans le gouvernement pour leur gestion), l'utilisation de la génétique dans la santé (12 %), la canicule (12 %), les projets en partenariat public-privé (12 %), la construction d'un parc éolien (11 %) et enfin l'exploration pour du gaz de schiste ainsi que les ondes électromagnétiques (tous deux à 10 %).

Les projets perçus comme étant les plus bénéfiques pour le Québec touchent des domaines très variés : la santé (58 % considèrent que la vaccination est plutôt ou très bénéfique), l'utilisation des ressources naturelles (43 % estiment bénéfique la construction d'un parc éolien, et 34 %, l'exploitation des mines) et finalement l'utilisation des nouvelles technologies (46 % des Québécois sont d'avis que l'utilisation des objets connectés à Internet est bénéfique pour le Québec et 73 % sont favorables à leur utilisation). À l'opposé du spectre, ce sont plutôt les enjeux qui touchent les matières dangereuses ou à risques qui semblent être perçus comme les moins bénéfiques pour le Québec et par le fait même les moins acceptés. L'exploitation d'une centrale nucléaire et la consommation d'aliments contenant des OGM sont d'ailleurs les projets/enjeux perçus comme les moins bénéfiques et aussi les moins acceptables pour le Québec depuis 2013.

Ce qui retient avant tout l'attention des auteurs cependant c'est le fait que 83 % des Québécois souhaitent être consultés par le gouvernement dans la gestion des grands projets ou de toutes décisions publiques. La population veut voir s'établir une nouvelle relation entre elle et le gouvernement. La contribution du public sera d'autant plus pertinente s'il a une bonne connaissance et compréhension des enjeux à propos desquels il est consulté. Toutefois, 68 % des Québécois ne savent pas où se renseigner pour obtenir de l'information sur les enjeux/projets qui comportent des risques, et 53 % ne connaissent pas le BAPE. Dans ce contexte, il sera important de porter un regard novateur sur les moyens mis en place pour permettre à la population d'acquérir des compétences solides et variées, une condition essentielle à la qualité de la participation citoyenne.

Écrit pour un large public, *Perception des risques au Québec – Baromètre CIRANO 2017* s'adresse à tous ceux qui veulent en savoir plus sur les préoccupations des Québécois relativement aux grands enjeux de société. Il a été lancé officiellement au CIRANO le 26 janvier dernier et est publié par les Presses internationales Polytechnique. Pour se procurer l'ouvrage, [cliquez ici](#). Pour accéder à la présentation PowerPoint et au résumé exécutif, [cliquez ici](#).